



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UCVA

31 rue Edouard Branly
BP 29
33230 Coutras

Références : 26-0398
Code AIOT : 0005200721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2026 dans l'établissement UCVA implanté 31 rue Edouard Branly BP 29 33230 Coutras. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de la DREAL Nouvelle Aquitaine. Elle a également permis de traiter des suites de la précédente inspection en 2024, ainsi que de l'action nationale 2026 relative aux atmosphères explosives (ATEX).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCVA
- 31 rue Edouard Branly BP 29 33230 Coutras
- Code AIOT : 0005200721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Coopératives Vinicoles d'Aquitaine (U.C.V.A.), implantée à Coutras en Gironde, est spécialisée dans le traitement des sous-produits de la vinification, à savoir les marcs de raisins et lies de vins, ainsi que des excédents de vins. Le processus d'extraction de l'alcool contenu dans ces intrants donne également lieu à la création de plusieurs coproduits : les pulpes de raisins déshydratées, les pépins déshydratés, le tartrate neutre de calcium et le compost.

La société a été créée en 1936 (petit alambic au fond du site actuel proche de la Dronne). En 1949, le site s'est densifié pour devenir un outil coopératif avec la création de l'Union coopérative de disitillation (UCD). En 1963, l'UCD devient l'Union des coopératives vinicoles d'Aquitaine (UCVA). 30% des apports viennent des coopérateurs adhérents et le restant provient de vignerons. UCVA travaille majoritairement avec le Charentais (environ 70 à 75% des apports), puis le Bordelais et le reste d'autres secteurs géographiques (Dordogne...). L'activité du site est saisonnière - débute vers la mi-août jusqu'à mi mai/juin.

L'effectif du site est d'environ 40 personnes.

Depuis 1998, plusieurs modifications ont été réalisées:

- l'agrandissement des capacités de stockage des marcs,
- l'implantation du laveur et de l'électrofiltre humide pour le traitement des rejets du séchoir à marcs,
- l'installation d'un évapo-concentrateur,
- l'installation de la chaudière biomasse,
- l'augmentation du volume de stockage d'alcool;
- l'augmentation de la capacité de distillation.

Ces modifications ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale instruite en 2023. Le site est désormais encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 septembre 2023 et l'article 3 de l'arrêté d'autorisation antérieur du 20 novembre 1998 concernant l'alimentation en eau du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 2.1.3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	atmosphérique - odeur	article 2.1.3.5	l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	
3	Prévention des risques technologiques - désenfumage	Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 5.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article III	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Air	AP Complémentaire du 12/09/2023, article 2.2.4 & 7.2.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention de la pollution atmosphérique - rejet air - transfert d'alcool	Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 2.2.6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Eau - Consommation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 3.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 Annexe 1	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	/	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 65		l'exploitant	
16	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 4.2.1 , 4.2.2 et 7.2.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Prévention des risques technologique - confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 5.5.1	/	Sans objet
9	Eau	AP Complémentaire du 12/09/2023, article 3.3.9.1 , 7.2.2.1 et 7.3.4	/	Sans objet
11	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
14	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant répond globalement à ses obligations d'autosurveillance. Cette dernière met en évidence un écart sur les prélèvements d'eau devant faire l'objet d'une demande de modifications prochainement.

L'inspection a relevé que plusieurs écarts identifiés lors de l'inspection de 2024 restaient non soldés, notamment concernant le désenfumage et la captation des COV. L'inspection des installations classées attend de l'exploitant que ces sujets soient traités dans les plus brefs délais, sous peine de suites administratives.

Concernant l'action nationale ATEX, il a été constaté que l'établissement dispose d'une analyse de ce risque. Il ressort toutefois de cette action que le plan de zonage et la signalétique sont à compléter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique - odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 2.1.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des nuisances olfactives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- réalise au niveau du rejet de l'atelier de tri des marcs désalcoolisés, une surélévation de 3 mètres de l'exutoire de rejet (ce qui portera la hauteur à 12 m) ;- met en place une organisation adéquate, au niveau du pilotage des installations de séchage des marcs, de sorte à garantir un taux de déconcentration de la solution de lavage des fumées en sortie de la cheminée dudit séchoir. En cas d'inefficacité de cette organisation, l'exploitant est tenu de mettre en place des dispositions techniques complémentaires permettant d'atténuer les niveaux olfactifs (par exemple en procédant à une surélévation adéquate de la cheminée du séchoir à marcs). ; <p>Une fois les actions précédentes mises en œuvre, l'exploitant réalise une nouvelle étude d'odeur pour s'assurer que le niveau d'odeur émis respecte les dispositions de l'article 2.1.3.3. À défaut, l'exploitant poursuit ses investigations et met en place les dispositions complémentaires pour se conformer aux niveaux olfactifs réglementaires suscités.</p> <p>Au niveau de la chaudière biomasse - séchoir à marcs, l'exploitant réalise des contrôles périodiques du taux de déconcentration de la solution de lavage des fumées du séchoir. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, les éléments justifiant desdits contrôles.</p>
Constats : <p>Suite aux demandes de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a mis en œuvre des mesures correctives au niveau du pilotage de l'installation de séchage. Les consignes d'exploitation ont été modifiées.</p> <p>Lors des campagnes de mesures complémentaires faisant suite à l'étude d'odeur, un lien direct entre les concentrations d'odeurs à la cheminée du séchoir et le mix d'intrants constituant la solution de lavage de l'électrofiltre avait été identifié. Après analyse, il est apparu que l'appoint</p>

en eau ne devait pas être inférieur à 25% du mix d'intrants. Considérant que le débit d'appoint appliqué est situé entre 6 et 12 m3/h de condensats, un appoint d'eau minimal de 4 m3/h est désormais réalisé. Des adaptations matérielles ont été effectuées en ce sens. L'exploitant procède à un relevé d'index hebdomadaire permettant d'attester ce mode fonctionnement (tableau de suivi transmis).

L'étude "Odeurs" demandée, que l'exploitant s'était engagé à réaliser en 2025, n'a pas été menée. L'exploitant a pour projet de remplacer la station de traitement des effluents du site à horizon 2027. Dans un contexte où les sources d'odeurs ont été traitées et où le site ne fait pas l'objet de plainte, l'étude odeurs pourra être menée une fois la station d'épuration mise en service afin de prendre en compte cette modification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise l'étude "odeurs" dans les conditions de production au plus tard après la mise en service de la nouvelle station de traitement des effluents. Il transmet le rapport correspondant.

Le cas échéant, il communique le plan d'action qu'il envisage de mettre en œuvre au regard des recommandations émises à l'issue de l'étude.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 4.2.1 , 4.2.2 et 7.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures acoustiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

Prescription contrôlée :

art.4.2.1

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après (cf. AP), dans les zones à émergence réglementée.

art. 4.2.2

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes (cf. AP) pour les différentes périodes de la journée :

art. 7.2.4.1 - autosurveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée au plus tard pour février 2024 après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans ou plus si demande de l'inspection, par un

organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces mesures seront réalisées conformément aux modalités de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser une mesure acoustique le 24 janvier 2025 par APAVE.

Vu le rapport de mesures, 2 non-conformités étaient identifiées :

- une en limite de propriété à l'entrée du site en période nocturne : niveau de bruit mesuré à 54,5 dB(A) pour une limite à 50 dB(A),
- une en zone à émergence réglementée (ZER) au nord en période nocturne : émergence mesurée à 8 dB(A) pour une limite à 3 dB(A).

Après analyse, les causes de ces écarts ont pu être identifiées et traitées.

Pour le point en limite de propriété, le rideau métallique de la zone matière première était cassé, amoindrissant ainsi l'effet d'écran au bruit des installations à l'intérieur du local (atelier distillation). Le portail a été remplacé.

Pour le point en ZER, un défaut de graissage sur 2 agitateurs de méthanisation avait été identifié. La lubrification a été faite et une maintenance préventive mise en place.

La prochaine mesure sera à réaliser en 2027 selon la périodicité d'autosurveillance fixée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques technologique - désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 5.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

Prescription contrôlée :

Les bâtiments suivants sont dotés d'une installation de désenfumage :

- l'atelier de distillation ;
- l'atelier de stripping / évapo-concentration ;
- le bâtiment de la chaudière biomasse.

L'exploitant réalise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technique visant à définir les modalités idoines à déployer pour répondre aux réglementations en vigueur sur les dispositifs de désenfumage à déployer au sein de l'établissement.

Constats :

Suite à l'inspection de mai 2024, l'exploitant s'était engagé à mener une étude pour conformer ses installations de désenfumage.

En juillet 2024, une première entreprise a été sollicitée mais cette dernière a abandonné la mission car jugée trop complexe. En octobre 2024, d'autres entreprises ont été sollicitées et ont proposés des devis début 2025 restés sans suite, notamment après le départ du consultant référent. Depuis janvier 2026, l'étude a été reprise en interne afin d'examiner l'adéquation entre les attendus réglementaires et l'existant.

Les principales conclusions sont les suivantes :

Bâtiments	Surface bât	Surface utile d'évacuation attendue	Surface utile d'évacuation effective	Surface d'Amenée d' Air présente	Conformité ?	Actions ?
Atelier de distillation	360 m²	(AT 1%) 3,6 m² (AP 2%) 7,2 m²	7,23 m²	13,7 m²	oui	
Chaudière biomasse 10 MW	286 m²	(2%) 5,72 m²	3,3 m²	97,3 m²	2,42 m² manquants	Mise en conformité
Atelier de stripping / évapo-concentration	374 m²	(2%) 7,5 m²	9,08 m² dont 7,52 m² en façade	25 m²	Oui	

A ce jour, l'exploitant réfléchit à la solution technique à mettre en place afin de mettre en conformité le désenfumage du bâtiment abritant la chaudière biomasse. Le recours à des systèmes passifs est privilégié.

L'exploitant a indiqué avoir subi récemment à deux reprises un changement d'assureurs du site, l'empêchant de travailler conjointement à la définition d'une solution de désenfumage adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communique la solution technique retenue afin de mettre en conformité l'installation de désenfumage du local de la chaudière biomasse.
Cette mise en conformité étant réclamée depuis 2024, sans réponse dans le délai fixé, des suites administratives de type mise en demeure pourront être proposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention des risques technologique - confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 5.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de confinement

Prescription contrôlée :

<p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel. L'exploitant s'assure que le volume de confinement nécessaire est disponible en tout temps pour recueillir les eaux d'extinction d'incendie et que ces eaux peuvent être bien confinées dans des bassins étanches.</p> <p>En point bas du site, l'exploitant dispose d'un regard permettant l'isolement, via une vanne d'isolement manuelle, du site. Une fois la vanne point bas fermée, l'exploitant dispose d'un système de relevage (disposant d'une alimentation électrique de secours à l'alimentation électrique principale du site) permettant de transférer les eaux d'extinction d'incendie vers un bassin de confinement semi-enterré (anciens silos de pépin) d'une capacité de 1400 m3.</p> <p>[...]</p> <p>cf. plan des zone de confinement dans l'AP</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble de ces travaux pour disposer d'un confinement par zones est finalisé au plus tard fin 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de confinement des eaux d'extinction ont été finalisés à l'été 2025.</p> <p>Le plan d'ensemble des réseaux du site, localisant notamment les vannes de sectionnement et de sécurité, a été communiqué suite à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Protection foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réalisation des études foudre et mises à jour en cas de modification des installations</p> <p>Vérification annuelle des protections foudre (en alternant vérification visuelle et vérification complète)</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification périodique visuelle des installations de protection contre la foudre a été menée le 1er octobre 2025 par FRANKLIN SUD-OUEST. Le rapport conclut à la conformité des installations. Cette vérification se réfère à l'Analyse du Risque Foudre n° 21 80 928/1/1 et l'étude technique n°1320751/1.1.1 par Bureau Véritas.</p> <p>L'inspection des installations classées relève que l'étude technique mise à jour, communiquée suite à l'inspection de mai 2024, est référencée 22179386/1.1_ETF. La vérification périodique ne semble pas avoir été menée en tenant compte de cette étude.</p> <p><i>Il est à noter que l'étude technique n°1320751/1.1.1 de janvier 2022 était la version originale.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant justifie que la vérification périodique des installations de protection contre la foudre de 2025 a été menée avec les bons documents de référence. L'exploitant communique à l'inspection des installations classées le prochain rapport de vérification périodique (complet).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2023, article 2.2.4 & 7.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <p>Conduit n°1 - 1 mesure par an pour l'ensemble des paramètres visés dans le présent arrêté (article 2.2.4)</p> <p>Conduit n°2 - 1 mesure par an pour l'ensemble des paramètres visés dans le présent arrêté (article 2.2.4)</p> <p>Conduit n°3 - 1 mesure tous les 3 ans pour l'ensemble des paramètres visés dans le présent arrêté (article 2.2.4)</p> <p>Conduit n°5 - a minima 1 mesure tous les 3 ans pour l'ensemble des paramètres visés dans le présent arrêté (torchère en fonctionnement prolongé)</p> <p>Les Conduits N°4 et 6 ne sont pas assujettis à la réalisation de mesures de la qualité des rejets atmosphériques à l'exception d'un dépassement de temps de fonctionnement de 100 h cumulées sur une année calendaire du groupe électrogène raccordé au Conduit N°6. Dans ce cas de figure, l'exploitant réalise sans délai, une campagne de mesures des rejets atmosphériques sur les paramètres pertinents susceptibles d'être émis par une installation de combustion fonctionnant au fuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conduit 1 - Séchoir / Chaudière biomasse : Le rapport des mesures atmosphériques réalisées par Bureau Véritas le 9 avril 2026 relève des résultats conformes aux valeurs limites de rejets sur l'ensemble des paramètres fixés. La périodicité est respectée.</p> <p>Conduit 2 - Chaudière gaz naturel / biogaz : Le rapport des mesures atmosphériques réalisées par Bureau Véritas le 8 avril 2026 relève des résultats conformes aux valeurs limites de rejets sur l'ensemble des paramètres fixés. La périodicité est respectée.</p> <p>Concernant ces 2 installations de combustion, il a été constaté que l'exploitant ne les a pas renseigné dans le registre des installations de combustion de taille moyenne (MCP), disponible au lien suivant (liste mise à jour tous les mois) : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw. Consulté le 18 mai 2026, la chaudière biomasse (10 MW) et la chaudière gaz (12 MW) n'étaient pas renseignées.</p> <p><i>Pour rappel, les délais de déclaration sont les suivants (art. R.515-114 du code de l'environnement) :</i></p> <p><i>II. 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : au plus tard le 31 décembre</i></p>

Conduit 3 - Séchoir à tartrate : Le rapport des mesures atmosphériques réalisées par Bureau Véritas le 8 avril 2024 relève des résultats conformes aux valeurs limites de rejets sur l'ensemble des paramètres fixés. La périodicité est respectée. La prochaine mesure sera à mener en 2027.

Conduit 5 - Torchère : les dernières mesures ont été réalisées en avril 2022. L'exploitant a indiqué que le taux de fonctionnement de cette installation est désormais très faible. L'arrêt de la méthanisation dès le jeudi et la mise en place d'un volume tampon recueillant les gaz le vendredi ont permis d'éviter d'alimenter la torchère durant le week-end. Le taux de fonctionnement de la torchère est suivi grâce à la mise en place d'un capteur de débit sur la canalisation alimentant la torchère. Il a été relevé que la torchère a fonctionné 25 heures depuis le début de la campagne 2025-2026 (septembre), justifiant l'absence de nouvelles mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à l'enregistrement des données relatives à ses installations de combustion sur le site internet suivant : <https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

L'exploitant met en place un registre de suivi du temps de fonctionnement de la torchère afin de garantir l'absence de fonctionnement prolongé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique - rejet air - transfert d'alcool

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 2.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Emission de COV liées aux opération de transfert d'alcools

Prescription contrôlée :

Chaque année, l'exploitant évalue les quantités de COV émises à l'atmosphère (que ces émissions soient canalisées et/ou diffuses) pour les activités suivantes :

- les opérations de transferts d'alcools au sein des installations ;
- les stockages d'alcools dans les réservoirs dédiés.

En cas de dérive, l'exploitant met en place les dispositions correctives adéquates pour limiter les émissions atmosphériques. De plus, les vapeurs alcooliques émises au niveau des événements des réservoirs de stockage d'alcools ne sont actuellement pas récupérées. L'exploitant mène une étude technico-économique (ETE), dans un délai d'un an à compter de la notification, visant à étudier la mise en place d'un système de captation et d'épuration des émissions de COV en sortie d'événements des réservoirs de stockage d'alcools.

Constats :

Suite à l'inspection de mai 2024, l'exploitant avait annoncé qu'une évaluation des émissions de COV allait être réalisée sur la base d'un outil interne, selon la méthodologie mise à disposition par l'Union Nationale des Groupements de Distillateurs d'Alcool (UNGDA), association intersyndicale. Les calculs pour les campagnes 2023-2024 et 2024-2025 ont été transmis suite à l'inspection. Les résultats sont les suivants :

- Campagne 2024-2025 : Pour une production totale de 40 904 hLAP, les quantités de COV émises au titre des opérations de transfert et de stockage des alcools s'élèvent à 2 604 kg et représentent 0,08% de la production d'alcool totale. Les émissions liées au stockage d'alcool sont quant à elles estimées à 654 kg.
- Campagne 2023-2024 : Pour une production totale de 73 166 hLAP, les quantités de COV émises au titre des opérations de transfert et de stockage des alcools s'élèvent à 4 673 kg et représentent 0,08% de la production d'alcool totale. Les émissions liées au stockage d'alcool sont quant à elles estimées à 1 171 kg.

Il est à noter que ces émissions n'ont pas été déclarées dans la déclaration GEREP.

Concernant l'étude technico-économique (ETE) visant à étudier la mise en place d'un système de captation et d'épuration des émissions de COV émises en sortie d'événements des réservoirs de stockage d'alcools, l'exploitant avait annoncé procéder à des consultations auprès de constructeurs en septembre 2024. Au jour de l'inspection, l'exploitant a annoncé ne pas avoir poursuivi le traitement de ce sujet. Les vapeurs alcooliques émises au niveau des événements des réservoirs de stockage d'alcools restent donc non récupérées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans action menée depuis la dernière inspection sur le sujet, la demande suivante est donc réitérée :

L'exploitant mène une étude technico-économique (ETE) visant à étudier la mise en place d'un système de captation et d'épuration des émissions de COV en sortie d'événements des réservoirs de stockage d'alcools.

Sans réponse dans le délai imparti, des suites administratives de type mise en demeure pourront être proposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Eau - Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2023, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation

Prescription contrôlée :

Les ouvrages d'alimentation en eau de l'établissement sont :

- le réseau externe d'alimentation pour les besoins domestiques ;
- le puisage dans un forage captant l'Eocène inférieur à 58 m de profondeur avec un débit maximum instantané de 48 m³/h et un volume journalier maximum de 360 m³ (cf. article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 novembre 1998) ;

- le puisage dans un forage captant la nappe alluviale de la Dronne à 2,5 mètres de profondeur avec un débit de 10 m³/h (ce forage n'est utilisé qu'en secours et aucunement lors de l'exploitation normale du site). Au plus, 5000 m³/an d'eau sont prélevés au droit du forage de secours.

La consommation d'eau provenant du réseau public est au plus de 350 m³/an.

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir prélevé 66 586 m³ d'eau dans la nappe de l'Eocène en 2025 selon sa déclaration GEREPE.

Les relevés de prélèvement dans la nappe de l'Eocène ont été consultés sur GIDAF. Il ressort de ces données que le volume maximal de prélèvement de 360 m³/j est régulièrement dépassé (71 fois depuis juin 2025). Le volume moyen mensuel maximal relevé est de 313 m³/j en octobre 2025. L'exploitant avait sollicité une augmentation du débit journalier à 550 m³/j sur la période de septembre à mai dans le cadre du dernier dossier de demande d'autorisation ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2023. L'étude d'impact fournie concluait que cette augmentation n'était pas susceptible d'impacter la nappe significativement ni la productivité des forages d'eau potable. Toutefois, cette augmentation n'a pas été autorisée suite à l'avis du Syndicat Mixte d'Étude et de Gestion de la Ressource en Eau du département de la Gironde (SMEGREG) du 11 juillet 2023 et à la nécessité de recueillir l'avis de la Commission locale de l'eau (CLE).

Une demande de modification pour augmenter le débit de prélèvement d'eau est en cours d'élaboration par le bureau d'étude ANTEA.

L'inspection des installations classées rappelle que cette demande de modification est annoncée depuis septembre 2023, date de publication de l'arrêté préfectoral en vigueur. Dans l'attente, l'exploitant doit se conformer au volume de prélèvement autorisé.

Aucun prélèvement n'a été opéré dans la nappe alluviale de la Dronne durant la dernière année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant régularise sa situation vis-à-vis du volume de prélèvement d'eau journalier dans la nappe de l'éocène, soit en limitant ses prélèvements à 360 m³/j, soit en sollicitant une demande d'augmentation dûment justifiée.

Ce point constitue une non-conformité passible de suites administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2023, article 3.3.9.1 , 7.2.2.1 et 7.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Aqueux

Prescription contrôlée :

art. 3.3.9.1 - VLE avant rejet dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur

considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous (cf. AP) définies.

Le débit maximal rejeté est limité à 360 m³/j (hors contribution des eaux pluviales).

Donner acte du 3 juillet 2024 : l'augmentation du débit maximal d'effluent rejeté à La Dronne, portée à 550 m³/j de septembre à mai, comme initialement demandé dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de 2022.

[...]

En plus des paramètres listés ci-dessus, l'exploitant veille à respecter, pour les autres paramètres, les VLE de l'arrêté ministériel du 14/01/2011 ou tout texte s'y substituant.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. Les substances dangereuses émises respectent également les concentrations maximales prévues également dans les arrêtés ministériels sectoriels applicables à l'établissement. Les rendements épuratoires pour les macros polluants sont suivis aux fréquences indiquées ci-après et l'exploitant est en mesure de démontrer le respect de ces derniers :

- pour la DCO et les MES : quotidiennement ;
- pour la DBO₅, le N global et le P total : hebdomadairement.

art.7.2.2.1 - fréquence et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejets dans la Dronne

Afin d'éviter tout rejet non-conforme, l'exploitant effectue un contrôle des paramètres DBO₅, MES, DCO, Phosphore totale, Azote global et DCO, en amont du canal de rejet en sortie de bassin tampon (via les prélèvements 24h réalisés en continu), quotidiennement. Ces contrôles sont tracés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les mesures de l'effluent traité rejeté vers la Dronne portent sur les rejets (concentration et flux) suivants aux fréquences indiquées ci-après. Les analyses sont effectuées sur un échantillon représentatif, sur une durée de 24 heures.

- Débits : en continue
 - T°C; pH, MES, DCO, DBO₅, Azote total, Phosphore total : journalière
 - Couleur journalière
 - Rendement épuratoire : quotidienne pour MES et DCO / hebdomadaire pour les autres paramètres en considérant la charge biologique avant et après traitement
- Les mesures comparatives mentionnées à l'article 7.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante par un organisme compétent et agréé :
- Tous les paramètres listés à l'article 3.3.9.1 : 2 fois par an

art.7.2.3 - surveillance des effets sur la Dronne

Des analyses des eaux de la Dronne sont effectuées 50 m en amont et 50 m en aval du point de rejet des eaux du site. Ces analyses, réalisées en même temps que les analyses des rejets d'eaux du site portent sur les paramètres suivants aux fréquences indiquées dans le tableau ci-après.

- T°C; pH, MES, DCO, DBO₅, Azote total, Phosphore total : trimestrielle

Constats :

Concernant les rejets industriels, l'inspection des installations classées note que la fréquence d'analyses et les valeurs limites de rejets sont respectés après consultation de GIDAF sur la période de janvier 2025 à avril 2026.

L'exploitant a déclaré avoir rejeté 52 329 m³ d'eau en sortie de station de traitement dans la Dronne en 2025 selon sa déclaration GEREP.

L'exploitant a annoncé qu'un porter à connaissance était en cours d'élaboration concernant le projet de remplacement de la station de traitement des effluents du site. La difficulté du projet était de dimensionner une installation qui puisse répondre à toutes les situations ; l'activité du site

étant par nature très variable selon les saisons. L'objectif annoncé est de figer l'implantation de l'installation d'ici fin mai 2026 pour un souhait de début de travaux d'ici l'été 2026.

Concernant la surveillance des effets sur la Dronne, seuls les résultats des mesures de mai 2025 et de mars 2026 sont consultables sous GIDAF. La périodicité trimestrielle n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

I.3.a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* :

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées :

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.

II. 3. Actions à mener si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

b) Si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.

c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Objet du contrôle :

- présence d'une procédure "Actions à mener si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente" (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- en cas de présence d'une flore interférente, mise à jour du carnet de suivi sur les actions engagées en application de la procédure "Actions à mener si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence de flore interférente".

Constats :

L'autosurveillance des 3 tours aéroréfrigérantes du site a été consulté sur le portail d'échanges GIDAF. Des analyses sont faites chaque mois sur les TAR du fait de leur traitement de manière discontinue et de leur nettoyage tous les 15 jours.

<p>Les résultats mettent en évidence la présence fréquente de flore interférente : 6 fois sur la TAR 1, 4 fois sur la TAR 2 et 2 fois sur la TAR 3 depuis mai 2025.</p> <p>Questionné sur ce point, l'exploitant a indiqué que la présence de cette flore interférente s'explique de par la nature des condensats utilisés, chauds et acides, qui peuvent amener un développement de flore. Vu avec le fournisseur des installations, l'acidité des condensats rend la présence de Legionella pneumophila peu probable. Ainsi, l'exploitant a pris pour habitude de réaliser systématiquement en parallèle du prélèvement de Legionella pneumophila, un second prélèvement destiné à une analyse par PCR par un autre laboratoire afin d'identifier les souches concernées et de quantifier la Legionella pneumophila (vu les bulletins d'analyses). Les procédures internes intègrent cette méthode de contrôle.</p> <p>Il a été relevé que les résultats de l'analyse par PCR est indiqué en commentaire sous GIDAF.</p> <p>Par ailleurs, il a été relevé que le délai de transmission des résultats dépasse régulièrement les 30 jours, ce qui constitue une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à respecter le délai de 30 jours pour le renseignement des résultats d'analyses de concentration sous GIDAF.</p> <p>En cas de présence de flore interférente, l'exploitant joint les résultats de l'analyse par PCR sous GIDAF, en plus du commentaire indiqué.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) de l'établissement a été consulté. Ce dernier a été mis à jour en janvier 2026. L'analyse des risques y est présentée sous forme de fiche par zone, détaillant la nature du risque (gaz, poussière), les distances des zones définies avec une représentation schématique et les équipements concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°11) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
Constats : Le plan des zones à risques présent dans le plan de défense incendie (PDI) du site, mis à jour le 4 mai 2026 (v4), a été consulté. Il a été relevé que ce plan ne présente pas l'ensemble des zones ATEX identifiées sur site (cf. fiches ATEX du DRPCE). La torchère n'est pas identifiée comme tel par exemple. De plus, les zones ATEX sont représentés par le pictogramme "Ex" sur un plan de masse à petite échelle. La nature du risque d'explosion via le code de zonage (0-1-2/20-21-22) n'y est pas spécifiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète le plan des zones à risques du site, notamment concernant les zones ATEX.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°12). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : La présence du pictogramme ATEX (ie. triangle jaune marqué "Ex") a pu être constatée à proximité des pieds de colonnes de distillation, référencés comme zone ATEX dans le DRPCE. Cette signalétique est mise en place de manière visible à plusieurs endroits du local, sans indiquer

<p>la nature du risque et les distances associées. Il n'a pas été constaté de consignes de sécurité particulières associées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel est formé <i>a minima</i> N0, permettant de circuler et travailler en zone ATEX. Les agents de maintenance et les responsables sont quant à eux formés au niveau N1 ou N2, nécessaire pour intervenir en zone ATEX.</p> <p>Durant la visite, le pictogramme ATEX placé sur la grille d'entrée de la zone ED95 est apparu illisible. De plus, aucune signalétique n'a été constatée autour de la torchère.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à ce que l'ensemble des zones ATEX définies sur le site dispose d'une signalétique complète (notamment nature du risque et consignes), appropriée et lisible.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Formation d'atmosphère explosive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de ventilation sont analysées dans les fiches ATEX du DRPCE.</p> <p>En ce qui concerne les zones visitées, la torchère est située en extérieur, disposant d'une ventilation naturelle (cf. fiche ATEX du DRPCE). En ce qui concerne les pieds de colonnes de distillation, les ouvrants de l'atelier permettent une ventilation naturelle selon la fiche ATEX du DRPCE. La préconisation indiquée sur la fiche "Amélioration de la ventilation naturelle par la mise en place de grilles de ventilation permettant de garantir une ventilation de la zone permanente" n'a pas été vérifiée sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Conformité des appareils

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles</p>

R.557-7-1 à R.557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'adéquation des appareils utilisés en zone ATEX est analysée dans les fiches ATEX du DRPCE. Toutefois, il a été relevé que certaines préconisations indiquées sur les fiches ne sont plus d'actualité. Par exemple, un capteur inadapté est indiqué au niveau de la torchère, remplacé depuis et vu sur site.</p> <p>Par échantillonnage, il a été constaté sur site que les équipements présents en zone ATEX sont en adéquation avec le zonage défini dans le DRPCE (pied de colonne à distiller, torchère). Ces équipements disposent du marquage nécessaire.</p> <p>Il est indiqué au chapitre 10.2.7 du DRPCE que la maintenance des équipements ATEX est systématiquement externalisée. Toutefois l'exploitant a indiqué que certaines maintenances pouvaient être réalisées en interne. L'exploitant a indiqué qu'aucune vérification périodique des équipements n'est formalisée afin de garantir leur adéquation avec le zonage. Une mission ponctuelle d'assistance par un bureau de contrôle a été menée en 2022 pour la mise à jour du DRPCE, ayant donné lieu à un plan d'actions. L'inspection des installations classées souligne que la programmation de ce type de vérification permettrait de garantir le maintien de l'adéquation des équipements pouvant évoluer en cas de dégradation, de maintenance interne, etc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées la méthode retenue afin de garantir en tout temps l'adéquation des équipements utilisés en zone ATEX.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle des installations électriques mené par APAVE le 23 mai 2026 a été consulté.</p> <p>Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification et ce, dans le périmètre des</p>

<p>limites d'intervention.</p> <p>Toutefois, la déclaration CE de conformité et les notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion n'ont pas été fournis. Le classement des locaux à risques ne recense pas de risques d'explosion (BE3) bien que certains locaux soient identifiés ATEX. Le rapport indique également que la norme NF C15-100 relative à la mise en œuvre des installations vis-à-vis du risque d'explosion n'est pas applicable.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le rapport présenté n'intègre pas pleinement la problématique du risque ATEX.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète le rapport de vérification des installations électriques de l'établissement afin de garantir que ce dernier réponde pleinement aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011 vis-à-vis du risque d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>